



3 octobre 2019

Déclaration des élu(e)s FO au CSE de Grenoble du jeudi 3 octobre 2019

Depuis plusieurs mois, et dans toutes les instances existantes, et de façon répétée, **FO** interpelle la Direction sur l'avenir de l'emploi chez Schneider Electric en France.

Les annonces de Jean-Pascal TRICOIRE d'une augmentation de 15,1% à 17% d'EBITA à l'horizon 2021, lors de journées de l'investissement du 26 juin 2019, ont confirmé nos inquiétudes.

Cette promesse faite aux actionnaires sera réalisée en « combinant croissance organique, simplification et efficacité organisationnelles et poursuite des gains de productivité industrielle » ; les investissements (R&D et innovation, Digital, Taille de la force de vente et développement des compétences sur les priorités du Groupe, Marketing et communication) seront eux financés grâce « à une productivité accrue sur les coûts de fonctions supports 'non productifs', incluant le back office et le middle office, les fonctions globales »...

Force est de constater que la France sera bien concernée par les gains de productivité, mais pas par les investissements !

Les salarié(e)s Français constatent déjà les conséquences de cet objectif :

- Rigueur sur les salaires ;
- Volonté de réduire l'intéressement, en dépit d'excellents résultats ;
- Manipulations du STIP et donc mépris des salariés et des engagements contractuels ;
- Suppressions de postes par le biais de GPEC et le recours massif aux ruptures conventionnelles ;
- Délocalisations ;
- Fin du modèle « roadmaps » pour alimenter en projets les BU, mais, en contrepartie un silence assourdissant concernant l'avenir ;
- Changement de vocation du site d'Electropole sans qu'aucune stratégie à court, long ou moyen terme, ni modèle d'innovation dans le Digital n'aient été détaillés aux salarié(e)s ;
- Gel des recrutements sur les autres sites R&D en France ou recrutements internationaux ;
- Réorganisation de l'outil industriel avec une remise en cause des vocations des sites ainsi que des fonctions supports associées ;
- Et aujourd'hui, annonce de la réorganisation du Commerce en France !





Dans ce contexte inquiétant, **FO** dit STOP à la baisse « organisée » de l'emploi chez Schneider.

FO a signé POUR maintenir l'emploi quand cela est possible, à travers des accords de performance collective quand l'entreprise sait s'engager sur Volumes, Investissements et Emploi, seul moyen d'éviter les réorganisations en « réflexion » sur 2020.

FO a également signé un avenant à l'accord groupe sur la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences (GPEC) sur le périmètre Energy Management Business pour accompagner la transformation souhaitée par la Direction du Groupe, sous certaines conditions :

- Visibilité de la nouvelle organisation de la BU ;
- Garantie sur l'avenir des salarié(e)s qui restent, et leur accompagnement réel dans cette transformation, notamment via des formations ;
- Renforcement des compétences manquantes avec de nouveaux recrutements ;
- Possibilité de départs dans de bonnes conditions sur VOLONTARIAT uniquement

Maintenant, la Direction nous sollicite pour accompagner la transformation du Commerce en France. **FO** ne s'engagera que si ces mêmes garanties sont apportées.

FO ne peut que s'inquiéter de la schizophrénie de l'entreprise qui :

- d'une part, siège dans les instances nationales ou au côté du Président de la République pour développer l'industrie en France et, d'autre part, organise les suppressions de postes en son sein ;
- d'une part, nous vante les pseudo-labels d'excellence RH et, d'autre part, est incapable de répondre à l'inquiétude des salarié(e)s sur la pérennité de leur emploi ;
- d'une part, se félicite de son modèle de dialogue social et, d'autre part, est incapable de nous présenter la mise en œuvre de sa stratégie

FO, ancrée dans le dialogue social et la pratique contractuelle, est à la limite de sa tolérance et saura si nécessaire prendre ses responsabilités.

Les élu(e)s **FO** au CSE de Grenoble

